

**Assemblée générale**

Distr. générale
18 janvier 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 46 de l'ordre du jour

Question des Îles Falkland (Malvinas)**Lettre datée du 18 janvier 2022, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim du Royaume-Uni de Grande-
Bretagne et d'Irlande du Nord**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de me référer à la lettre datée du 30 décembre 2021 que vous a adressée la Représentante permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 46 de l'ordre du jour.

(Signé) James **Kariuki**



Annexe à la lettre datée du 18 janvier 2022 adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

La position du Royaume-Uni concernant la souveraineté des Îles Falkland est claire, tant sur le plan historique que sur le plan juridique. Aucune population civile n'a été expulsée des Îles Falkland le 3 janvier 1833. Un régiment militaire argentin y avait été envoyé trois mois plus tôt en vue d'imposer la souveraineté argentine sur un territoire de souveraineté britannique. Le Royaume-Uni a immédiatement protesté, puis il a expulsé le régiment militaire argentin le 3 janvier 1833. La population civile, qui avait auparavant demandé aux autorités britanniques la permission de rester sur les Îles, a été encouragée à le faire. La majorité a volontairement choisi de rester. Les frontières territoriales argentines de 1833 n'englobaient pas la moitié méridionale de sa configuration actuelle ni aucun territoire des Îles Falkland, de l'Antarctique ou des Îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud. Les terres qui forment aujourd'hui la province argentine de la Terre de Feu, dont la République argentine prétend que les Îles Falkland font partie, ne sont devenues argentines qu'environ un demi-siècle après 1833, or deux générations s'étaient déjà succédé sur les Îles Falkland depuis lors. La souveraineté britannique sur ces îles remonte à 1765, soit quelques années avant la naissance de la République argentine.

Le Royaume-Uni entretient avec les Îles Falkland, comme avec tous ses territoires d'outre-mer, une relation moderne, fondée sur le partenariat, sur des valeurs communes et sur le droit du peuple de chaque territoire de décider de son avenir. Il attache une grande importance au principe de l'autodétermination et au droit à l'autodétermination, énoncés au paragraphe 2 de l'Article premier de la Charte des Nations Unies et à l'article premier du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Par conséquent, le Royaume-Uni reste déterminé à défendre le droit des habitantes et habitants des Îles Falkland de décider de leur propre avenir politique, social et économique. Il rejette l'affirmation du Gouvernement argentin selon laquelle ces faits vont à l'encontre de la résolution 31/49 de l'Assemblée générale, et réaffirme qu'il soutient sans équivoque le droit des Falklandaises et Falklandais d'exploiter leurs ressources naturelles dans leur propre intérêt économique. Le droit interne argentin ne s'applique pas aux Îles Falkland.

La République argentine fait régulièrement référence aux déclarations des pays de la région faites en soutien diplomatique à la tenue de négociations de souveraineté, ainsi qu'aux résolutions des organes des Nations Unies. Pourtant, aucune de ces déclarations ou résolutions ne modifie ou ne dilue l'obligation incombant aux États de respecter le principe juridiquement contraignant de l'autodétermination. Ainsi, il ne peut y avoir de dialogue sur la souveraineté des Îles Falkland que si les Falklandaises et Falklandais le souhaitent. Le référendum de 2013, lors duquel 99,8 % des votantes et votants ont exprimé le souhait de voir les îles conserver leur statut de territoire du Royaume-Uni, a clairement montré que la population ne voulait pas d'un débat sur la souveraineté.

En outre, le Gouvernement argentin mentionne régulièrement la présence militaire dans les Îles Falkland. Comme s'en souviennent de nombreuses Falklandaises et Falklandais, les Îles Falkland ont été envahies par l'Argentine en 1982. Les forces britanniques déployées dans l'Atlantique Sud ont une fonction purement défensive et leur nombre correspond aux effectifs requis pour garantir la protection des Îles Falkland contre toute menace potentielle. D'ailleurs, le Royaume-Uni a nettement réduit sa présence militaire au fil du temps et continue de suivre de près la question des effectifs déployés.

Le Royaume-Uni et le Gouvernement des Îles Falkland restent disposés à discuter des domaines d'intérêt commun dans l'Atlantique Sud, à la condition que les représentantes et représentants du Gouvernement des Îles Falkland participent à toute discussion sur les questions qui touchent directement la population falklandaise.

Cette année marque le quarantième anniversaire du conflit des Îles Falkland. Le Royaume-Uni forme le vœu que le souvenir du sacrifice des personnes qui ont péri dans ce conflit sera au cœur des commémorations et que cet anniversaire ne sera pas l'occasion de fomenter des dissensions entre les gouvernements.
